

part du chômage croissant dans cette ville et lui demandant ce qu'entend faire le Gouvernement à ce sujet?

M. Paul-É. Côté (adjoint parlementaire au ministre du Travail): J'irai aux renseignements et j'en ferai part au député aussitôt que possible.

L'IMMIGRATION

TRANSFERT DE FONCTIONNAIRES DU MINISTÈRE D'OTTAWA À MONTRÉAL ET À TORONTO

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Robert H. Winters (ministre de la Reconstruction et des Approvisionnements): Lundi, comme en fait foi la page 2070 du *hansard*, le député de Peterborough-Ouest (M. Fraser) a demandé si la Société centrale d'hypothèques et de logement fournit des maisons au ministère des Mines et des Ressources pour loger le personnel du service de l'immigration à Montréal et à Toronto. A cette question, je réponds par la négative.

M. F. E. Lennard (Wentworth): Monsieur l'Orateur, je désire poser au ministre des Mines et Ressources une question que m'inspire un article publié dans les journaux d'hier soir. Pourquoi transfère-t-on à Toronto, avant Noël, certains fonctionnaires du service de l'immigration? Pourquoi tant se hâter?

L'hon. Colin Gibson (ministre des Mines et Ressources): Cette question a été posée l'autre jour et je crois que M. l'Orateur a demandé alors qu'elle fût inscrite au *Feuilleton*. Toutefois, la raison de ce déplacement, c'est que le service d'immigration ouvre des bureaux régionaux dans le centre et l'est du Canada. Cette nouvelle a déjà été annoncée et les employés en ont été mis au courant il y a quelque trois mois. Il se peut que certains fonctionnaires doivent quitter Ottawa avant Noël, mais en réalité ils auront tout avantage à déplacer leurs familles avant les fêtes, afin que leurs enfants puissent, dès la rentrée des classes après les vacances, fréquenter les écoles dans les nouvelles localités où ils habiteront.

MARINE MARCHANDE

NOUVELLE D'UN ACCORD ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LE CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard C. Green (Vancouver-Quadra): Monsieur l'Orateur, je désirais poser une question au ministre des Transports (l'hon. M. Chevrier), mais comme il est absent, un autre ministre pourrait peut-être y répondre. Les journaux rapportent aujourd'hui qu'on est à négocier une entente relative au com-

[M. MacInnis.]

merce maritime entre le Royaume-Uni et le Canada. Le Gouvernement formulera-t-il une déclaration à cet égard?

Le très hon. C. D. Howe (ministre du Commerce): Je ne suis pas au courant d'un tel accord, mais je me renseignerai. Je ferai part à la Chambre du résultat de mes recherches.

LOI DES ENQUÊTES SUR LES COALITIONS

LA MINOTERIE—DEMANDE DE COMPLÉTER CERTAINS DOCUMENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. M. J. Coldwell (Rosetown-Biggan): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État pourrait-il voir à ce que le document sessionnel n° 53-1, déposé hier par le ministre de la Justice (M. Garson) soit complété et rendu compréhensible en y ajoutant la pièce datée du 21 juin 1943 et *Mémoire des entretiens avec le président*, pièce qu'on a omise?

L'hon. F. G. Bradley (secrétaire d'État): J'irai aux renseignements.

M. Coldwell: J'ai une question à poser au ministre de la Justice qui a déposé hier des documents à la suite d'une demande de documents présentée le 14 novembre. Une autre motion présentée le même jour demandait la production de tout mémoire, de toute lettre ou communication adressés par M. Donald Gordon ou tout membre du personnel de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre à l'industrie de la meunerie ou à toute minoterie autorisant la conclusion ou le maintien d'ententes sur les prix, du 1^{er} décembre 1941 au 15 septembre 1947 ou plus tard. Dois-je conclure qu'il n'y a eu aucune communication et que rien de plus ne sera déposé?

L'hon. Stuart S. Garson (ministre de la Justice): L'honorable député comprendra sans doute que, dans l'examen de dossiers très volumineux, nous n'ayons encore relevé de telles communications ni de MM. Taylor, ni de Gordon. Toutefois, il reste encore beaucoup de documents à examiner. Je voulais en parler à l'honorable député et l'inviter à laisser tomber, comme il y a consenti dans un autre cas, toute question relative à d'autres hauts fonctionnaires de la Commission...

M. Coldwell: Oui.

L'hon. M. Garson: ...qui entraînerait de très longues recherches.

M. Coldwell: Je croyais que c'était au sujet de l'autre rapport.